

ADOS ADDICTS SUR ORDONNAN

Pour traiter les maux des jeunes, les médecins multiplient les prescriptions d'antipsychotiques, d'antidépresseurs et de psychostimulants, les effets secondaires de l'un entraînant la prise d'un autre. Selon le psychiatre David Healy, ces cocktails explosifs alimentent la chronique des suicides sous "antidep".

La venue de David Healy, le 7 juin, dans un amphithéâtre parisien, est passée sous les radars de la presse. En poste à l'université de Cardiff (pays de Galles) à la fin des années 1990, ce psychiatre de renommée internationale fut à l'origine d'effarantes révélations au sujet du Prozac. Au cours d'un procès, il demanda en sa qualité d'expert une perquisition au siège du fabricant. Bingo! Des documents confidentiels d'Eli Lilly établissaient la survenue de suicides au cours d'études ayant prélué à la mise sur le marché de ce médicament vedette. Il trouva même dans les cartons remplis

de «sales secrets» le plus beaux des diplômes : une note manuscrite intitulée «Le problème Healy».

Depuis, ce fureteur éclairé est devenu à lui seul une véritable agence de santé publique avec des livres tels que *Les Médicaments psychiatriques démythifiés* (Elsevier Masson, 2009) et son site, Rxisk.org, centre d'information gratuit sur l'incidence dans le cerveau des molécules utilisées en psychiatrie, ce savoir fragile, et sur les effets secondaires des psychotropes – antidépresseurs antipsychotiques, somnifères, psychostimulants, anxiolytiques. Son nom est «radioactif», écrivait

déjà un confrère du *New York Times* en 1995.

SOUS EMPRISE

Ce jour-là donc, à Paris, devant un parterre de thérapeutes attentifs, l'invité présente un concept en ouverture de son exposé : le «néomédicalisme». Fruit noir du néolibéralisme, le néomédicalisme est une «médecine dévoyée» portée par un marketing offensif – toujours garder en tête que l'industrie du médicament dépense des millions pour gagner des milliards. Mais ce qui préoccupe tout particulièrement David Healy, c'est la surmédication des enfants.

Il affirme que les suicides sous psychotropes sont plus courants qu'on ne le sait. Une «information» médicale sous emprise des multinationales serait parvenue, en quarante ans, à flouter le discernement des généralistes et des psychiatres quant au danger de certaines molécules. De plus en plus d'adolescents américains se voient prescrire simultanément une dizaine de cachets, et ce sous un «effet domino», les effets secondaires de l'un

entraînant la prescription d'un autre. Le phénomène se profile en France. La mise sous traitement des petits va grandissant. Entre 2014 et 2021, la consommation de psychotropes par l'enfant et l'adolescent a augmenté de 48,54% pour les antipsychotiques, de 62,58% pour les antidépresseurs, de 155,48% pour les hypnotiques et sédatifs, de 78,07% pour les psychostimulants, selon le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. Ces prescriptions massives se font malgré «la rareté d'études robustes», selon le rapport de cet orga-

de pensées suicidaires et de passages à l'acte. Imperturbable, Eli Lilly parle de «cas isolés» et d'«anecdotes» (sic). Le Prozac n'est d'ailleurs pas la seule molécule à prescrire avec un avertissement et une mise en garde aux parents. Il y a aussi (entre autres) la sertraline (commercialisée sous le nom Zoloft) ou la paroxétine (Paxil, Deroxat ou Seroxat) qui a peut-être causé la mort de Romain en septembre 2021.

Ses parents, Vincent et Yoko Schmitt, racontent que leur fils s'est mis à souffrir dans sa dix-septième année de pensées

L'INDUSTRIE DU MÉDOC DÉPENSE DES MILLIONS POUR GAGNER DES MILLIARDS.

nisme consultatif français publié en mars 2023, et souvent hors autorisation de mise sur le marché car ces traitements sont destinés aux adultes.

Depuis vingt ans, David Healy est inflexible. La fluoxétine (Prozac), seul antidépresseur dûment autorisé pour les mineurs, comporte des risques

intrusives et de troubles obsessionnels compulsifs liés à une forte anxiété. Un psychiatre du privé prescrit la paroxétine dès la première séance «sans un mot sur les risques accrus de suicide chez les adolescents», explique le père. La personnalité de Romain s'en trouve peu à peu modifiée : détachement,

À MANGER ET À BOIRE... POUR UN

L'État subventionne les communes rurales de moins de 10 000 habitants pour qu'elles proposent des repas à 1 euro à la cantine. À Crest, dans la Drôme, des parents réclament au maire Hervé Mariton de s'y mettre. Trop social pour l'ancien député, qui privilégie la construction d'un hôtel trois étoiles.

Un repas à 1 euro, c'est possible ! Enfin, si les communes rurales de moins de 10 000 habitants en font la demande à l'État, elles le peuvent. Problème : soit elles ne le savent pas, soit elles ont d'autres chats à fouetter. En France, 12 000 municipalités sont éligibles, mais elles ne sont qu'une poignée à s'être lancées alors que le dispositif de 2019 a été élargi ce printemps, inflation oblige. Pourtant, tout le monde y gagne. D'abord les familles : celles dont le coefficient familial est en dessous de 1 000 euros pourraient ne payer le repas de leur môme que 1 euro par jour en école primaire. Et la commune y gagne aussi, car l'État verse 4 euros pour un repas, 1 euro est payé par les familles bénéficiaires, 3 euros reviennent dans les caisses de la mairie ! «C'est une fausse bonne idée», clame pourtant Hervé Mariton, le maire (Les Républicains) de Crest. L'édile élu pour un cinquième mandat en 2020 n'a guère plus d'arguments face aux parents d'élèves des écoles primaires de la commune de 8 000 habitants, puisque non seulement cela ne lui coûte pas un rond, mais en plus cela

lui en rapporte ! Organisés ce printemps dans le collectif Pour la cantine à 1 euro, des parents ont recueilli des témoignages dont les trois quarts proviennent de mères élevant seules leurs enfants. Ils ont lancé une pétition, ouvert un site Internet, alerté la presse... mais rien n'a bougé. Faut dire que M. Mariton, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer, faisait la tournée des popotes à la Martinique, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. À son retour, il a bien voulu rencontrer le collectif juste avant le conseil municipal où cette mesure aurait pu être adoptée pour la rentrée de 2023. «Il est resté recroquevillé sur son argument dogmatique», explique Yann Louvel, délégué de parents, affirmant qu'il est opposé au principe de tarification sociale. » La «fausse bonne idée» ferait pourtant économiser 340 euros par an pour un enfant et 681 euros pour deux enfants à 58% des familles éligibles sur la commune, selon les données de la caisse d'allocations familiales (CAF). Le montant du repas à la cantine a augmenté de 20 centimes cette rentrée, en passant à 3,80 euros pour tout le monde, dans une ville où le taux de

chômage atteint 18%. Les Restos du Cœur ont vu les demandes exploser cette année, avec une augmentation de 49% du nombre de bénéficiaires, et une augmentation de 150% des familles avec quatre enfants, qui ne risquent pas de pouvoir inscrire ces derniers à la cantine. D'autres jonglent en les y faisant manger une fois ou deux par semaine, s'organisent entre parents pour la cantine partagée, rentrent chez eux à la pause méridienne, comme cette mère de trois enfants. «Tout est tendu en ce moment, on s'arrange pour rentrer du travail et manger avec nos trois enfants. Si on avait l'aide, on les laisserait à la cantine trois jours par semaine.» Une autre témoigne : «Si cela avait existé les années passées, j'aurais sans doute inscrit mes enfants plus souvent à la cantine. Avant la mise en place de l'échange avec les amis, ils ont déjeuné seuls à la maison alors qu'ils avaient 8 et 10 ans.» Des communes de droite comme Corte en Corse ou Margny-lès-Compiègne (Oise) sont pourtant passées à la cantine à 1 euro. C'était même une promesse de Valérie Pécresse qui l'avait inscrite dans son programme lors de l'élection présidentielle

CE

PROZAC, ZOLOFT,
DEROXAT ...



colères, perte du sommeil. En réponse, le thérapeute augmente la dose – formés à prescrire, la plupart des psychiatres ne savent pas déprescrire. À la veille de son départ en vacances, celui-là ajoute même l'anti-psychotique Tercian, « sans nous laisser de consignes particulières », poursuit Vincent Schmitt. Or le potentiel de désinhibition de ces traitements de cheval est problématique. « Papa, aide-moi, je ne sais pas ce qui se passe dans ma tête », a dit Romain cet été. Ni le médecin de famille vu en août ni l'urgentiste du 15 n'ont perçu la dangerosité de la situation. Le lycéen s'est jeté sous un train à la rentrée. Healy, ce David contre un Goliath pharmaceutique, accompagne les parents en justice. Il estime que leur enfant serait en vie si on avait arrêté la médication.

BIEN PRESCRIRE

Les contre-pouvoirs aussi sont « défaillants », estime David Healy. Tout signaler à l'EMA (l'Agence européenne des médicaments, chargée de protéger la population) de suicide sous « antidep » se clôt par un archivage d'où disparaît le nom de la victime ; ces rapports ne peuvent donc

être cités en justice alors que cette classe de médicaments induit souvent des « distorsions de la pensée ». De nombreux patients développent ainsi sous ISRS (inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine) des idées suicidaires par désinhibition. Il ne faut pas compter non plus sur la puissante FDA (Food and Drug Administration) américaine, laquelle estime qu'elle n'a pas à « contrôler la littérature médicale ».

À un auditeur qui demandait lors de cette conférence comment acquérir la faculté de bien prescrire, David Healy a répondu que le patient est « le lieu de l'expérience » et que « la vraie science est là ». « Les données, c'est vous, c'est nous », rappelle-t-il souvent. Si le malade se plaint des effets de ce qu'il ingère, l'écouter est le premier des devoirs. Préférer au récit du patient la plume d'un sachant qui n'est pas toujours très rigoureux ou indépendant est une naïveté parfois lourde de conséquences. « Il est formidable de disposer de traitements, dit-il, mais il est tout aussi formidable de savoir ne pas les utiliser. » Et si David Healy passe parfois pour excessif, comme souvent ceux qui décrivent crûment le réel, il n'y a jamais personne pour dire qu'il raconte n'importe quoi. 🌸

ANNE CRIGNON

EURO

de 2022. Hervé Mariton avait soutenu Valérie Pécresse... Un an d'inflation plus tard, l'ancien député de la Drôme n'en démord pas, les familles dans le besoin peuvent faire appel au centre communal d'action sociale (CCAS). Elles sont sept à avoir été aidées par la mairie en 2021, deux en 2022. De quoi tirer la conclusion que non, les familles de Crest n'ont pas besoin d'aide. La vraie bonne idée pour Hervé Mariton est de favoriser l'installation d'un hôtel trois étoiles à la place de l'ancien hôpital, sur les hauteurs de la ville, avec jardins, piscine et parking. Un collectif, Hôp, s'organise déjà pour réclamer davantage de transparence et de concertation, pas tout à fait le fort de l'édile qui navigue le plus souvent en solo, comme il l'a fait pour son projet de centre aquatique qui a fait Plouf, du nom du collectif qui s'était battu contre. Mais Hervé Mariton peut changer d'avis. En 2012, il riait au nez de ces écolos qui militaient pour l'extinction de l'éclairage public la nuit. Onze ans plus tard, il s'y est résolu, économies obligent. 🌸

MAUD DUGRAND

DES ESPÈCES PROTÉGÉES À COUPS DE FUSIL

Le gouvernement promet de protéger les espèces en danger. Mais pas les loups. Ni les fouines, les belettes et les martres des pins, pourtant menacés de disparition.

Devinette : quelle a été la première annonce de Sarah El Haïry, à peine nommée secrétaire d'État à la Biodiversité, le 25 juillet ? Elle s'est empressée de saluer la création d'une seconde « brigade loup » dans l'Hérault dont la spécialité est le tir sur les loups... De quoi ravir les éleveurs, les chasseurs et tous ceux qui pensent qu'il y a toujours trop de loups. Pourtant, quelques jours avant, l'Office français de la biodiversité avait estimé à 10% la baisse de la meute nationale par rapport à l'année précédente. L'OFB évaluait à 906 le nombre de Canis lupus. Une annonce saluée d'une volée de bois vert par la FNSEA, qui est allée jusqu'à contester les méthodes des scientifiques ayant œuvré à ce décompte...

Rien d'étonnant pour Roger Mathieu, référent loup qui a participé à ce travail au

nom de France nature environnement. « On savait qu'elle allait nous tomber dessus », soupire-t-il. Ce naturaliste a l'habitude. Il habite dans le Vercors, où le loup, réapparu depuis une vingtaine d'années, a profondément modifié l'écosystème. Si les attaques contre les brebis sont une réalité, la prédation du loup a contribué à réguler la population de cervidés et de sangliers qui jadis décimaient les cultures. « Le loup a réussi là où les chasseurs ont échoué. On a fait un communiqué pour s'en réjouir. Forcément, ils ne l'ont pas bien pris », se marre Roger.

Les services rendus par les prédateurs ont pourtant maintes fois été démontrés par les scientifiques. Ainsi, le renard, grand consommateur de mulots, est un ami des agriculteurs. Mais le lobby de la chasse, de la nature et des traditions a la dent dure. Le 15 juin, un décret listant les animaux

nuisibles (pardon : les « espèces pouvant occasionner des dégâts ») à détruire pour la période 2023-2026, a été mis en consultation publique. On y retrouve l'infortuné goupil, mais aussi ses amies croqueuses de mulots la belette, la fouine et la martre des pins. Or ces trois prédatrices figurent sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature... Menacées, utiles, mais détruites. Sur aucune base scientifique.

Interpellée par les écolos après sa brillante première sortie, la secrétaire d'État Sarah El Haïry a rétorqué qu'elle faisait son job. Œuvrer à buter une espèce protégée en danger, voilà une façon originale de concevoir la protection de la biodiversité. Avec Macron, c'est la routine. 🌸

BLANDINE FLIPO